

plete picture of these women. The scarcity of material on many aspects of life of Portuguese women in India could be due to the fact that woman hardly mattered.

European women in India shouldered hardships, discomforts, responsibilities and made sacrifices in building the empire in an environment unfamiliar to them. It was a difficult life. The image of women suffering hardships coexisted with the image of ideal and frivolous one. Some women who came in the early centuries of Portuguese rule stayed back as in the case of Portuguese widows in the *Províncias de Norte* who carried business started by their husbands and looked after their vast estates while majority of British women eventually went back home to England.

ENTRE SOLIDARITÉ CATHOLIQUE ET RÉSEAUX D'INFLUENCE. RELATIONS LUSO-FRANÇAISES EN INDE À L'ÉPOQUE DE DUPLEIX

ERNESTINA CARREIRA *

Depuis le XVIII^e siècle, la période de référence dans l'Histoire des Indes française et portugaise reste incontestablement celle des décennies 1740 et 1750. Époque de la fastueuse épopée expansionniste française, époque aussi d'un investissement massif de la couronne portugaise dans la reconstruction d'un prestige terni par la tragique perte de la très riche ville de Bassein en 1739.

Historiens et hagiographes, lusophones et francophones, se penchent depuis plus d'un siècle sur l'extraordinaire destin d'une génération de gouverneurs expérimentés qui considérèrent les grands bouleversements politiques du sous-continent indien, en particulier la chute de l'empire moghol, comme l'opportunité unique de construire, pour leur nation, un espace d'influence continentale alors que depuis des siècles les Européens pariaient sur une présence côtière et commerciale. Dans la littérature historiographique, l'ingratitude des gouvernements européens, qui répondirent aux rêves de gloire par la déchéance des héros (Dupleix et La Bourdonnais) ou leur exécution publique (Marquis de Távora), contraste avec l'exactitude de leur vision, puisque les Britanniques la concrétisèrent peu après en trouvant en Inde, par la conquête du prospère Bengale, les moyens de conquérir le sous-continent et d'enrichir durablement leur métropole.

Cette référence nationaliste de l'historiographie, basée sur les correspondances officielles, dépasse rarement le cadre de la biographie, d'une politique perçue comme individuelle et exceptionnelle. Elle ne permet pas une exacte

* Université de Provence.

vision de la nature des rapports entretenus par les diverses nations européennes en Asie. Les hommes au pouvoir dans les ports de l'océan Indien étaient aussi très souvent des négociants de carrière, bien intégrés dans la société civile locale. Les correspondances entre comptoirs, responsables politiques et religieux des ports français et portugais font donc émerger une réalité moins simpliste : celle du poids des réseaux marchands, familiaux et religieux, dans les décisions des responsables politiques de cette période.

Étudier les relations luso-françaises en Asie à cette période ne relève donc pas seulement de l'analyse des correspondances entre gouvernements. Il est nécessaire de mettre à jour les courants et réseaux d'échanges qui expliquent les discours officiels. Et permettent de comprendre pourquoi l'alliance des nations catholiques en Inde, projet défendu par Dupleix et ses confrères vice-rois de Goa, n'a pu finalement se concrétiser face aux Britanniques.

La mise en place des réseaux d'information et d'échange

Les liens politiques entre Goa et Pondichéry à l'époque du gouvernement de Dupleix sont avant tout le résultat de la constitution de réseaux d'influence communs au cours des décennies 1720 à 1740. Officiellement, le discours du gouverneur français, relayé parfois par certains de ses confrères portugais, prônait que les Portugais n'accepteraient de s'allier en Inde qu'à une autre nation catholique. La France pouvait donc compter sur leur appui. Cette conviction, déjà partagée par Colbert au XVII^e siècle, reposait sur la place primordiale que les Portugais accordaient en Asie à leur action missionnaire. Mais en réalité, la collaboration entre les deux nations en Inde reposa en premier lieu sur les convergences d'intérêts privés et officiels entre les représentants de la Compagnie et ceux de la couronne portugaise. Elles se construisirent dans la durée entre des marchands qui accédèrent ensuite aux plus hautes responsabilités administratives et politiques et qui mirent leurs réseaux personnels au service de leurs ambitions politiques.

Les correspondances entre les comptoirs français, aujourd'hui malheureusement inaccessibles pour des raisons de détérioration, mais encore consultables dans les années 1990 (Aix-en-Provence), permettent de mesurer l'étendue de ces liens tissés à partir des années 1720. Il en va de même pour la collection goanaise des *Reis Vizinhos*, qui conserve la correspondance politique entre autorités de l'Inde. Confrontée aux documents publiés par Albert Lougnon à propos des îles Mascareignes française (aujourd'hui Maurice et la Réunion), la documentation indienne laisse émerger les principaux acteurs du réseau.

Ainsi, on citera d'abord un tandem de malouins : Bertrand François Mahé de La Bourdonnais et Louis Vigoureux, le second ayant joué le rôle d'exécutif d'ordres du glorieux premier.

Comme Dupleix, La Bourdonnais arriva aux Indes âgé seulement d'une vingtaine d'année, en 1725, pour servir la nouvelle *Compagnie des Indes*. En poste à Mahé, qui venait d'être fondé, il fit ses premières livraisons (armes) à Goa en 1726. Les liens établis lui permirent de prendre congé de la Compagnie dès 1727 et de proposer ses services au vice-roi de Goa João de Saldanha da Gama. Il aurait participé, selon les sources françaises, à l'expédition portugaise qui attaqua Mombasa en 1730. En 1731, le danger marathe sur le continent prenant le pas sur les projets de reconquête maritime, le vice-roi l'envoya négocier des achats d'armes avec le Conseil de Pondichéry. L'opération échoua mais il ramena du voyage Louis Vigoureux (installé lui aussi depuis 1726 aux Indes au service de la Compagnie).¹ La Bourdonnais expédia en 1731 en Europe, par le vaisseau du vice-roi qui repartait à Lisbonne, une cargaison de marchandises personnelles dont il confia la garde à Louis Vigoureux. Il repartit lui-même vers Pondichéry en 1732 afin de pouvoir regagner la France.

Il revint d'Europe en 1735, nommé gouverneur des îles Mascareignes, qu'il était chargé de développer. Sa suite incluait aussi Louis Vigoureux et sa famille. Il fit escale au Brésil pour emporter des plantes à acclimater aux îles et y prit des contacts commerciaux. Ami personnel de Jean Louis Orry, directeur de la Compagnie des Indes, selon Philippe Haudrère,² il lui avait sans doute présenté un plan de développement des îles en valorisant ses connaissances de la côte d'Afrique Orientale Portugaise, alors pratiquement inconnue des Français, ainsi que son réseau de correspondants portugais.

Sa mission était de bâtir à l'Île de France (Maurice) le principal port d'escale français de l'océan Indien (tous les ports français de l'Inde ayant des rades médiocres). Il souhaitait aussi développer l'agriculture des îles en y implantant la canne à sucre et le café. Pour ces deux objectifs, il devait nécessairement importer de la main-d'œuvre esclave d'Afrique, en très grand nombre, puisque les îles n'étaient pas peuplées.

Dès 1736, La Bourdonnais projeta d'établir une navigation régulière entre Port-Louis et la côte africaine. Les contacts existaient depuis plus d'une dizaine d'années mais ils étaient restés très sporadiques en raison de l'interdiction de ce commerce imposée par les Portugais aux autres européens.³ La Bourdonnais

¹ *Dictionnaire de biographie mauricienne* – N° 54, octobre 2000, p. 1788. Louis Vigoureux (1702-1769).

² Philippe Haudrère, *La Bourdonnais, marin et aventurier*, Paris, Éditions Desjonquières, 1992.

³ Le vice-roi comte d'Ericeira (futur marquis de Lourical) avait été le premier à mettre Mozambique à portée des Mascareignes. Au retour de son premier gouvernement à Goa, en 1721, son navire, richement chargé, avait été pris par un pirate français au large de l'île Bourbon (actuelle Réunion). Le gouverneur français recueillit passagers et équipage, et les fit transporter à Mozambique. La transaction fut payée en esclaves et le vice-roi s'engagea à plaider en métropole pour l'ouverture de ce commerce. Albert Lougnon, *Recueil trimestriel pour servir à l'Histoire des Mascareignes Françaises*, Publié par l'Académie de l'Île de la Réunion, Madagascar, Vol. 4, 1939, pp. 319 et 320. Vol. 6, pp. 241 et 242.

comptait sur son réseau d'appuis à Goa pour obtenir des tolérances. Il s'était en effet lié à un noble portugais très influent pendant son séjour : Luis Caetano de Almeida. En effet, jusqu'en 1752, les ports africains se trouvèrent sous la juridiction de Goa.

Suivant les instructions de Gabriel Dejean, qui avait fait ce voyage antérieurement, il expédia en 1736 deux navires à Mozambique : le *Jupiter*, grand vaisseau de 550 tonneaux, et la *Légère*, navire plus petit commandé par Louis Vigoureux. Le *Jupiter* devait s'occuper des opérations de traite à Mozambique.⁴ Vigoureux, qui lisait et parlait le portugais, se chargea de récolter des informations sur la côte et de construire les liens avec les autorités portugaises. Le voyage fut un succès : la traite permit l'acquisition de plusieurs centaines d'esclaves et Vigoureux établit un *modus operandi* futur avec le gouverneur de Mozambique (les navires français pourraient rentrer, prétextant une avarie majeure, ce qui faisait partie des codes de législation maritime). Par ailleurs, il récolta une série d'informations sur la côte et l'état des forces portugaises dans les principales forteresses. Le bon accueil des autorités de Mozambique, en complète illégalité par rapport à la législation royale, s'explique sans doute par la situation dramatique de l'Inde à cette époque, car Bassein et les autres ports de la *Provincia do Norte*, assiégés par les Marathes, ne se trouvaient plus en mesure de ravitailler alimentaires l'Afrique.

Dès le retour de Vigoureux avec son rapport, La Bourdonnais expédia une copie de ce dernier à Orry en décembre 1737, en demandant que l'on négocie d'urgence avec le Portugal la cession de la côte orientale d'Afrique. « *La côte de Mozambique est une des plus belles et des plus riches qu'il y ait. Si les Français pouvaient l'avoir, ce serait une côte du Brésil pour eux* ». ⁵ Il y prédit la ruine totale des Portugais (ce qui de fait se produisit en 1739 en Inde) et demanda qu'on profite de la situation pour annexer ou acheter. Mais la Compagnie se montra alors hostile à toute nouvelle création de comptoir et ne donna pas suite au projet du gouverneur des Mascareignes avant 1744. Le roi Jean V signala en effet dans ses instructions au Marquis de Castelo Novo la pression diplomatique effectuée par l'ambassadeur de France à Lisbonne afin d'obtenir la cession des droits historiques portugais sur plusieurs ports de la côte.

La Bourdonnais n'eut donc d'autre choix que les ententes informelles avec les Portugais. Il organisa dès lors, grâce au zèle de Vigoureux, un très rentable trafic entre Port Louis, Mozambique, et la côte occidentale de l'Inde. Trafic aux contours peu identifiables, tant il mêlait les intérêts personnels et ceux de la Compagnie puisqu'il assurait cette navigation avec les navires et fonds de la Compagnie et aussi avec les siens propres. Dès 1737, l'accès à la côte Africaine devint objet de conflit entre la Bourdonnais et le gouverneur de Chanderna-

⁴ Albert Lougnon, *Recueil...*, Vol. 4, 1939, pp. 378 à 389

⁵ Albert Lougnon, *Recueil...*, Vol. 4, p. 375.

gor, Dupleix, intéressé aussi par la route Inde-Afrique à titre personnel et officiel. La Compagnie trancha, attribuant la côte africaine exclusivement aux îles. La côte indienne restait l'apanage de Chandernagor. La couronne portugaise trancha aussi en réaffirmant son interdiction de commerce avec les étrangers et en ordonnant en 1740 l'arrestation du gouverneur Nicolau Tolentino de Almeida, accusé d'avoir reçu les navires Français.⁶ Malgré tout, les réseaux supplantèrent sur les ordres et la législation. L'Afrique orientale resta accessible à tous et La Bourdonnais arma pour la côte orientale de l'Inde jusqu'en 1745. Discrètement, en confiant le commandement des navires de la Compagnie à des hommes de confiance, dont son beau-frère Brun de la Franquerie. Parfois capitaine, souvent subrécargue, Vigoureux se chargeait de l'ensemble des négociations avec les Portugais.

Dès 1739, Goa devint une importante place d'échanges avec Port Louis car une épidémie avait décimé la communauté des esclaves de ce port. Il fallait en importer en grand nombre et les navires de La Bourdonnais allèrent désormais aussi les acheter à Goa (où plusieurs centaines arrivaient chaque année par les navires en provenance de Mozambique). Ce commerce permettait à La Bourdonnais d'écouler à Goa une partie du café produit aux Mascareignes, mais il payait surtout en piastres. D'après le peu d'information dont on dispose, on peut supposer que Luis Caetano de Almeida était son interlocuteur local.

Les aventures du *Jupiter* sont sur ce point révélatrices du réseau établi. Ce vaisseau de la Compagnie effectuait la liaison, en alternance, entre les îles, la côte africaine et l'Inde. En 1741, alors qu'il se dirigeait vers Goa pour l'achat d'une cargaison d'esclaves (pour l'achat desquels il transportait 9000 piastres appartenant à La Bourdonnais⁷), il fut enlevé par les pirates Angrias sur la côte de Konkan. Très endommagé, il fut ensuite amené à Goa pour y être réparé. Le coût exorbitant de la réparation (30.000 roupies) aurait dû inciter le subrécargue, Louis Vigoureux, à l'abandonner. Mais ce dernier préféra le faire réparer et envoyer la facture aux agents de la Compagnie, à Mahé. Le conseil de Mahé écrit d'abord à celui de Pondichéry pour s'étonner de la présence de ce navire à Goa et signaler qu'un tel paiement viderait ses caisses.⁸ Mais Duval de Leyrit, directeur de Mahé, était un habitué de Goa et une relation d'affaires du gouverneur intérimaire alors en place... Luis Caetano de Almeida. La Compagnie reprocha par la suite à Vigoureux le manque de clarté de ses comptes et le fait que le navire ait été vendu à Goa pour 25.000 roupies alors que la réparation avait été

⁶ A.H.U. *Moçambique*, C. 5, D. 67, Goa 19/02/1739.

⁷ Selon le rapport remis par Dejean à La Bourdonnais en 1736, un esclave adulte s'achetait à Mozambique de 80 à 200 piastres. On peut supposer que les prix indiens étaient beaucoup plus chers en raison du transport.

⁸ Archives Nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence), Inde, Feuilles Volantes, Dossier 4431.

plus chère. On peut en déduire que le navire avait fait l'objet d'une vente plus ou moins fictive à Goa, peut-être même au gouverneur Almeida, pour pouvoir naviguer désormais vers l'Afrique en privé et sous drapeau portugais. En effet, alors même que la Compagnie réclamait à Vigoureux en 1744 le remboursement de la somme versée pour la réparation, le navire se trouvait à Mozambique où il embarquait une cargaison de 800 esclaves. Il subit une avarie à la sortie du port, qui l'empêcha de partir. C'est à ce moment-là qu'arriva le navire du nouveau vice-roi de l'Inde, le marquis de Castelo Novo, pour une escale. Non seulement, ce dernier n'ordonna pas la saisie du navire pour commerce illégal, mais il lui prêta 10 marins pour les manœuvres. On ne peut expliquer cette attitude du vice-roi que si le navire disposait d'un passeport portugais.

Toujours est-il que Vigoureux navigua vers l'Inde pour le compte de la Bourdonnais, jusqu'en 1745, bénéficiant sur les côtes indiennes de la protection des armadas de Goa. Après le départ de La Bourdonnais pour l'Europe en 1747, il devint planteur de sucre et armateur aux Mascareignes, obtenant en 1753 et jusqu'à son retour en l'Europe en 1761, le privilège du commerce avec la côte de Mozambique, où il négocia toujours sans difficultés.⁹ La Bourdonnais rentra en Europe sur un navire Portugais, faisant escale en Angola et au Brésil. Il se fit arrêter par les Britanniques avant de rejoindre Lisbonne, mais sa famille passa un certain temps à Lisbonne, sans doute pour liquider ses affaires.

De manière aussi évidente, on évoquera les réseaux indiens construits par Joseph François Dupleix, grâce aux bons services de Léon de Moracin. Arrivé en Inde en 1722, Dupleix rentra au service de la Compagnie et gravit rapidement les divers échelons le menant au Conseil Supérieur de Pondichéry. Il ne semble pas avoir établi de contacts avec Goa avant sa nomination à la tête du comptoir de Chandernagor en 1731. Mais il se lia familialement avec une luso-descendante et ses contacts avec les marchands de cette communauté apparaissent clairement dans la correspondance des comptoirs et les études postérieures qui lui ont été consacrées.¹⁰

Entre 1731 et 1742, date de sa nomination à la tête de l'Inde française et du Conseil Supérieur de Pondichéry, il constitua une flotte marchande privée avec laquelle il arma régulièrement pour la côte de Malabar, en particulier Goa, Bassora, et Mozambique (trois armements). Le Mozambique l'intéressait pour les cauris et les esclaves. Et il pouvait y écouler le riz du Bengale. Son navire la Naïade était plus particulièrement chargé des escales portugaises. On peut supposer que son contact goanais était aussi Luis Caetano de Almeida.

⁹ Albert Lougnon, *Recueil...*, Vol. 6, p. 22.

¹⁰ On citera parmi les plus classiques : J. B. Amâncio Gracias, *Uma heroína luso-francesa ou a célebre Jan Begum, marquesa de Dupleix*. Nova Goa, Tipografia Rangel, Bastora, India portuguesa; Yvonne Gaebelle, *Créole et grande dame, Johanna Begum Dupleix (1706-1756)*, Paris, Leroux, Pondichéry, Bibliothèque Coloniale, 1934.

Dès son accession au pouvoir à Pondichéry, il utilisa pour Goa les services d'un agent zélé en poste à Mahé, et qui fut envoyé pour la première fois dans la capitale portugaise par le conseil de Mahé en 1742 pour régler la question financière de la réparation du *Neptune*. Il s'agit de Léon de Moracin,¹¹ membre du conseil de Mahé, arrivé en Inde en 1740. Pendant toute la décennie suivante, ce dernier fit de très longs séjours à Goa, où il négocia toutes les affaires de la compagnie et des particuliers français. Son rôle allait devenir essentiel pendant la guerre car il assura à Goa, pour le compte du Conseil de Pondichéry et en particulier de Dupleix, le suivi financier des escales et relâche des flottes et navires de guerre, bénéficiant, en cas de problème, de l'appui du gouvernement et de l'élite portugaise. La France n'ayant pas de bon port sur la côte occidentale de l'Inde, Goa représentait une relâche essentielle comme nous le verrons. Mais officiellement neutre, le gouvernement portugais ne pouvait y recevoir les Français. Les bons offices de Moracin prouvèrent qu'on pouvait tout négocier.

Pendant la durée de la guerre, outre son rôle d'informateur, Moracin géra à Goa les prises françaises qui y étaient amenées et affrêta, sous pavillon portugais des navires pour transporter à Pondichéry du bois de construction et autres commandes pour la fortification de cette place.¹² Visiblement, la Compagnie lui reprocha ensuite son peu de transparence dans la tenue des comptes, ce qui suppose des soupçons d'enrichissement illicite, mais Dupleix lui confirma sa confiance.

Après la guerre, Moracin resta à Goa jusqu'en 1749, comme correspondant commercial des affaires privées de Dupleix, de Vigoureux et autres responsables de comptoirs comme Duval de Leyrit, qui devint plus tard gouverneur de l'Inde française en 1755. Son lien personnel avec Dupleix s'affirma d'ailleurs par la suite. En effet, il épousa en 1751 Madame de Kerjean, nièce de Dupleix, qui devint le parrain de leur premier fils.¹³ Nommé au Conseil de Pondichéry en 1752, il fut chargé de l'administration des provinces du Dekkan cédées par Salabat Jang à la Compagnie des Indes, autour de Mazulipatnam.

Au cœur de ce réseau, on trouvait naturellement aussi les autorités et élites marchandes d'une Goa au bord du précipice (années 1737-41) puis en voie de reconstruction. La personnalité de Luís Caetano de Almeida semble dominer la période. Il fut l'un des très rares membres de la haute noblesse portugaise à naître et vivre toute sa vie à Goa.¹⁴ La position de la famille permit à son père,

¹¹ A.N.O.M., Registres Compagnie, Vol. A 60, fls. 583, 600, 703, 721, 728, 732, 781 et 782. H.A.G., Reis Vizinhos, Vol. 11 [1742- 1745], fls. 13v à 14v, 32r à 33r.

¹² A.N.O.M., R.C., Vol. A 61, fl 218.

¹³ E. Gaudart, *Catalogue de quelques documents des archives de Pondichéry*, Pondichéry, Imprimerie moderne, 1931, p. 143.

¹⁴ Mafalda Soares da Cunha et Nuno Gonçalo Monteiro, « Vice-reis, governadores e conselheiros do Estado da Índia (1505-1834), recrutamento e caracterização social », In *Penélope*, Vol. 15, 1995, pp. 91 à 121.

Lopo José de Almeida, d'obtenir pour son fils la charge de gouverneur de Daman alors que Luís avait à peine 8 ans, puis celle de Chaul en 1729 alors qu'il avait 21 ans. Suite à la mort inattendue du Marquis de Louriçal, le 12 août 1742, Luís Caetano de Almeida, qui était déjà l'un des plus grands marchands de la capitale, devint aussi (à 34 ans) le gouverneur provisoire de l'Inde portugaise. Et ceci jusqu'à l'arrivée en 1744 du marquis de Castelo-Novo. En récompense de ses services, il fut nommé à la direction des finances en 1745 ainsi qu'au Conseil d'État de Goa en 1748. Il représenta sans nul doute fut la personnalité la plus influente de Goa pendant cette période.

La documentation française montre que Luis Caetano de Almeida fut un créancier régulier du comptoir de Mahé. Il armait pour l'Afrique et pour l'Inde française. Ses liens avec les Français lui permirent d'étendre ses affaires au Bengale. Informateur, il était aussi probablement informé par les Français des mouvements anglais et marathes. Encore en 1754, Dupleix demandait au conseil de Chandernagor de payer au représentant d'Almeida dans ce comptoir, une dette de 5866 roupies que la Compagnie lui devait.¹⁵ Almeida avançait en effet l'argent pour la réparation des vaisseaux français à Goa ou pour toute autre demande de la Compagnie.¹⁶ Mahé lui devait en 1753 plus de 10.000 roupies.¹⁷ Incapable de payer cette somme, la compagnie lui versait depuis lors des dividendes. Malgré la ruine qui suivit l'occupation de l'Inde Française entre 1759 et 1765, le Conseil de Pondichéry ordonnait en 1769 d'honorer la dette due à Luis Caetano, payable désormais à ses fils car lui était décédé.¹⁸ La position de la famille, ses relations avec les Français et la nécessité de maintenir le crédit français à Goa imposaient une telle démarche.

Conséquences politiques des réseaux d'échange : la solidarité franco-portugaise en Inde

Avant 1749, la correspondance entre les vice-rois de Goa et les autorités de Pondichéry (ou de Mahé) ne s'établissait généralement qu'en période de danger, de guerre et plus généralement de nécessité majeure. Ces rares lettres officielles portent sur des faits ou des demandes très précises, ce qui laisse bien entendu supposer que les discussions s'établissaient ailleurs, dans les réseaux intermédiaires.

L'établissement des réseaux marchands et familiaux entre Goa et Mahé dès la fondation de ce comptoir¹⁹ explique certainement pourquoi le vice-roi comte

¹⁵ A.N.O.M., R. C., Vol. A62, fl 380.

¹⁶ State Archives of Goa, Reis Vizinhos, Vol. 11 [1742-45], fl. 13v-14rv.

¹⁷ A.N.O.M., R. C., Vol. A69, fl 232.

¹⁸ A.N.O.M., R. C., Vol. A68, fl 471.

¹⁹ Cf. E. Carreira, « Les relations entre Goa et Mahé au XVIII^e siècle », in *Trois siècles de présence française en Inde*, ACHAC, Paris, 1995.

de Sandomil, ait réussi, dès son arrivée au pouvoir en 1732, à commander régulièrement à Mahé des armes et munitions que Lisbonne ne prenait pas la peine de lui envoyer et que Bombay lui refusa régulièrement pour ne pas provoquer l'hostilité des chefs politiques marathes, alors en guerre avec les Portugais.²⁰

Mais quand la situation se dégrada dangereusement, à partir de 1737, et qu'il fallut faire appel à Pondichéry, la réponse française ne se montra pas à la hauteur de la solidarité manifestée par Mahé. Le Conseil de Pondichéry, lui-même confronté à des conflits locaux avec les Marathes, n'était pas en mesure de fournir les armements suffisants. Par ailleurs, il n'accepta pas de faire crédit à Goa, craignant sans doute une issue funeste pour les Portugais dans cette guerre. Il fournit donc le minimum possible pour maintenir l'entente et le vice-roi n'exigea pas plus. Par certaines allusions au détour de sa correspondance avec Lisbonne, publiée par J. Biker, on comprend que par les réseaux, Pondichéry demanderait en échange de son appui l'ouverture de Mozambique aux navires de commerce français. Ce que Sandomil ne pouvait naturellement accepter sans enfreindre la législation royale et les intérêts de Goa.

La pression indirecte de Pondichéry équivalait certainement à celle que les Britanniques exerçaient à propos de la *Provincia do Norte*. L'île ne pouvait en effet se développer sans augmenter les contacts avec le continent, particulièrement à partir du début des années 1730 quand les premiers chantiers navals apparurent. Or, elle était encerclée par les territoires portugais, avec lesquels les relations étaient conflictuelles depuis la cession de l'île à la *East India Company* en 1665. Les relations entre les autorités de Goa et Bombay étaient à l'image de ces conflits de voisinage. Dès les années 1720, les représentants de la compagnie avaient confié la communauté catholique de l'île à la *Propagande Fide*, expulsant les missionnaires du *Padroado* dépendants de Goa. Ce geste avait certainement joué dans le rapprochement luso-français postérieur et l'accréditation du projet d'une alliance catholique face aux Britanniques. A partir de 1737, le Conseil de Bombay, sans abandonner Goa, préféra parier sur les Marathes, leurs fournissant armes et munitions en échange d'avantages commerciaux futurs.

Au sortir de la guerre contre les Marathes, en 1741, Goa héritait envers Bombay d'une lourde dette (les Britanniques avaient aidé les habitants de Bassein à évacuer la ville avant l'annexion marathe) ainsi que d'une solide rancune à cause de l'aide apportée aux Marathes. La correspondance des vice-rois traduit la conviction dominante à Goa, selon laquelle seule la France représentait désormais un allié potentiel en Inde. Dupleix, qui arriva au pouvoir en 1742, sut habilement tirer profit de cette situation, dont il était bien informé. La couronne portugaise facilita aussi ses ambitions en décidant dès 1740 de réta-

²⁰ A. B. de Bragança Pereira, *Arquivo Português Oriental*, Bastora, Tipografia Rangel, Tomo 1, Parte V, Vol. III, 1940, pp. 432 et 433.

blir le prestige militaire portugais en Inde et d'envoyer des vice-rois connus pour leurs liens privilégiés avec la France.

Ainsi, Luís Carlos Inácio Xavier de Meneses, comte d'Ericeira, qui avait déjà gouverné l'Estado avec talent entre 1717 et 1720 repartit en 1740 pourvu du titre de marquis de Lourical. Meneses avait grandement contribué en 1721 à établir les relations entre les Mascareignes et Mozambique. Son décès prématuré à Goa en 1742 amena au pouvoir, par intérim, dom Luís Caetano de Almeida, tout acquis à la cause française. Puis, en 1743, le roi Jean V nomma dom Pedro Miguel de Almeida e Portugal, comte d'Assumar et ancien gouverneur de Minas Gerais (Brésil). Le comte d'Assumar n'était pas très enthousiaste à l'idée de partir en Inde. Cadet de haute noblesse, il ne possédait pas de grande fortune, ni de titre. Ses deux fils se trouvaient alors à la cour de France.²¹ Le roi réussit à le convaincre en lui attribuant le titre de Marquis de Castelo Novo et des revenus substantiels. Castelo Novo fut décrit plus tard par Dupleix comme « l'ami intime des Français ». Il gouverna l'Inde portugaise de 1744 à 1749.

L'objectif portugais était de rétablir la crédibilité de la nation en Inde et de récupérer la *Provincia do Norte* si les circonstances le permettaient. Les vice-rois commencèrent d'abord par assurer la sécurité de Goa et sa survie économique en profitant des armes, hommes et moyens envoyés de Lisbonne pour conquérir les principautés indiennes environnantes et anciennement tributaires.²² Habilement divulgués par la politique propagandiste de la couronne en Europe, ces exploits militaires aidèrent par la suite Dupleix à convaincre le gouvernement et la Compagnie des Indes en France, de l'utilité de l'Asie portugaise pour le développement des intérêts français.²³ Castelo Novo et Dupleix lui-même entretenirent des relations épistolaires suivies, les deux hommes ayant alors la pleine reconnaissance de leurs souverains (Castelo Novo reçut en 1746 le titre de marquis d'Alorna en remerciement de la prise de la place d'Alorna, et Dupleix, cadet de noblesse, accéda lui aussi au marquisat de Dupleix).

Ce fut dans ce contexte que la guerre obligea les deux vice-rois à faire jouer leur capacité d'influence mutuelle.

La guerre de succession d'Autriche fut le premier conflit à s'étendre à l'ensemble des domaines maritimes. Malgré la construction de Port-Louis aux

²¹ Cf. Nuno Gonçalo Monteiro, *Meu pai e meu senhor muito do meu coração, correspondência do conde de Assumar para seu pai, o marquês de Alorna*, Lisboa, I.C.S./Quetzal Editores, 2000.

²² Cf. E. Carreira, « O Estado português no Oriente, aspectos políticos, (1660-1815) », in *Nova História da Expansão*, Lisboa, Editora Estampa, 2006, Vol. IX, Chap. 1.

²³ Cf. *Epanaphora Indica*, de José Freire de Monterroyo de Mascarenhas (6 volumes imprimés entre 1746 et 1752). Divers résumés furent diffusés dans toute l'Europe, comme par exemple : António Manuel de Meireles, *Relations des conquêtes du Marquis de Castelo Novo*, paru en 1748 en France.

Mascareignes, la France se trouvait en position de fragilité en Inde car elle ne disposait d'aucune rade susceptible d'accueillir ses vaisseaux sur la côte occidentale. C'est pourquoi Dupleix paria dès 1745 sur l'appui de Goa. Mais en Europe, le Portugal avait déclaré sa neutralité et l'amiral anglais Griffin ainsi que les autorités de la compagnie en Inde, mirent en garde Goa contre tout projet d'aide aux flottes françaises. L'Inde française se trouvant en difficulté, Mahé de La Bourdonnais envoya en 1746 une flotte de guerre contre Madras. La ville fut prise et occupée pendant plusieurs mois par les Français. Mais plusieurs vaisseaux, commandés par l'amiral Dordelin, durent quitter Madras. La saison ne permettait pas un retour vers Port Louis et les navires se retrouvèrent en difficulté.²⁴ Dupleix contacta rapidement Goa par voie de terre, et reçut une réponse négative. Il répondit en rappelant les services rendus par Pondichéry aux Portugais et Duval de Leyrit renchérit argumentant que les Portugais aidaient aussi les vaisseaux anglais de passage. Sans attendre le résultat d'une négociation qui allait se dérouler à Goa (Moracin fut expédié d'urgence auprès du vice-roi) Dupleix donna ordre à l'escadre de naviguer vers Goa. Le marquis d'Alorna n'eut d'autre choix que d'autoriser l'hivernation de la flotte, qu'il cantonna par sécurité à Mormugão, loin de la Mandovi où accédaient les flottes anglaise et portugaise.²⁵

La décision de Dupleix gêna les projets Alorna. Bien que favorable aux Français, il n'ignorait pas la capacité de représailles britannique, laquelle ne tarda pas d'ailleurs à s'exercer contre les intérêts marchands portugais au Malabar. Par ailleurs, Alorna préparait une expédition pour réoccuper Bassein. Mais le gouvernement de Bombay avertit le Peswha Nana Saheb que l'arrivée des Français pouvait aboutir à une alliance pour aller attaquer Bassein. Nana Saheb envoya des troupes supplémentaires à Bassein, empêchant ainsi toute intervention portugaise.²⁶

Mais Alorna soutint politiquement la décision que Dupleix lui avait imposée, sans doute au nom de la solidarité des deux nations en Inde, et par la pression des élites francophiles de Goa. Cela ne l'obligea pas moins, jusqu'à la fin de la guerre, à porter aussi secours aux navires britanniques, pour ne pas amener les anglais à une rupture de la paix avec les Portugais en Inde.²⁷ Si la France apparaissait à Alorna comme l'allié nécessaire en Inde, il n'en avait pas

²⁴ S.A.G., Livros das Monções, Vol. 120 B (1745-1748), fls. 447v à 449v.

²⁵ Une grande partie des centaines d'hommes d'équipage français, blessés et malades, ainsi que l'amiral, décédèrent à Goa.

²⁶ Manuel Artur Norton, *D. Pedro Miguel de Almeida Portugal*, Agência Geral do Ultramar, Lisboa, 1967, p. 141.

²⁷ S.A.G., L.M., Vol. 120B (1745-1748), fls. 451rv, 454r à 459v. G. Forrest, *Selection from letters, despatches and other State papers preserved in the Bombay Secretariat*, Government Central Press, 1887, Vol. 1, Home séries, p. 276.

moins conscience que l'Angleterre dominait la situation maritime. Il résumait d'ailleurs sa vision de la situation en écrivant en 1747 à João de Sousa Ferraz, représentant de la nation portugaise à Bombay : « da violência dos Ingleses tudo se pode temer »²⁸.

La période expansionniste française (1748-1754)

La fin de la guerre de Succession d'Autriche marque aussi un tournant dans la politique de Dupleix en Inde. Sans appui concret de la Compagnie, il lança un projet d'expansion continentale qui amena Pondichéry à intervenir militairement dans les grands conflits entre puissances indiennes. Cela aboutit également au développement d'une rivalité sans merci avec les représentants de la *East India Company*.²⁹

Ce changement de stratégie est perceptible dans ses relations avec Goa et plus globalement dans sa vision des établissements portugais à l'Est du Cap de Bonne Espérance. Si avant 1748, il paria sur la solidarité entre nations catholiques face à l'ennemi commun britannique ou marathe, il passa ensuite à une vision plus orientale de la situation. Sa correspondance montre qu'il fut un temps impressionné par la capacité militaire des Portugais à construire (entre 1741 et 1748) autour de Goa le domaine continental que cette dernière n'avait jamais possédé du temps de sa splendeur maritime. Mais il avait aussi conscience que l'Inde portugaise n'aurait désormais que le poids d'une principauté régionale, à l'image de celles qu'il cherchait désormais à soumettre à l'influence française. Il s'agissait désormais de développer le projet de deux nations catholiques alliées, mais avec une Inde française dans le rôle de puissance protectrice, rôle que Goa n'accepta jamais de reconnaître.

Concrètement, cela se traduisit par quelques propositions d'aide dans les projets portugais déjà en cours, et qui contribuèrent d'ailleurs à l'échec de ces derniers. Et surtout à des tentatives maladroites de récupération du domaine commercial portugais qui finirent par susciter la méfiance du dernier vice-roi de la période, le marquis de Távora. Cette position explique l'éloignement progressif entre Goa et Pondichéry, malgré une solidarité de façade, et l'échec de l'ensemble des projets communs entre 1749 et 1754.

Le cas de São Tomé de Mylapore initia cette période de malentendus. Les Portugais avaient été expulsés de la côte de Coromandel depuis les années 1660, mais ils y maintenaient une présence résiduelle. En effet, les communautés luso-descendantes de São Tomé s'étaient installées à Madras et Pondichéry, qu'elles

²⁸ S.A.G., Reis Vizinhos, Vol. 12 (1746-1750), fls. 108v et 109r.

²⁹ Cf. Marc Vigjié, *Dupleix*, Fayard, Paris, 1993.

avaient contribué à construire, et maintenaient une navigation relativement active avec Goa et Macao. L'archevêché de Goa imposait sa juridiction sur l'ensemble de la côte orientale de l'Inde à travers l'évêque de São Tomé de Mylapore (Augustins et jésuites). L'arrivée des Missions Etrangères de Paris et des Capucins, avait provoqué une série de désordres entre ordres religieux et l'hostilité des autorités de Pondichéry. Un accord, daté de 1733, permettait aux Français de proposer des prêtres et missionnaires de leur choix mais la confirmation devait être soumise à l'accord final de l'évêque.

Depuis 1720, les vice-rois de Goa s'intéressaient de nouveau à São Tomé, perdu en 1663. Le centre économique de l'Inde se déplaçait progressivement de la côte occidentale (Surat) vers l'orientale (Madras-Pondichéry-Tranquebar) et les produits de cette côte étaient nécessaires au commerce de l'Afrique et de Macao. São Tomé était alors un port en pleine décadence mais une petite communauté descendante y subsistait et les navires de Macao y faisaient escale. Goa n'avait jamais pu obtenir des souverains moghols la restitution de ce port, mais avec l'effondrement de cet empire, elle reprenait espoir. La guerre contre les Marathes avait occupé toutes les forces dans les 20 ans qui suivirent mais le marquis de Louriçal, qui avait lancé le projet en 1717, revint en 1741. Il révisa la question, ainsi que son successeur, le marquis de Castelo Novo, car il fallait reconstruire les routes commerciales après la chute de Bassein.³⁰ Par ses réseaux d'information, Dupleix avait connaissance de ce vieux projet. Mais il souhaitait lui aussi dominer cet espace.

Le territoire appartenait en 1749 au nabab d'Arkat, allié des Français. La ville se trouvait aux portes de Madras et représentait un lieu d'observation privilégié des mouvements britanniques. Dupleix tenta d'abord de placer un de ses hommes de confiance, le franciscain frère António da Purificação, originaire de Goa (famille des Noronha), auprès de l'évêque, sans grand succès.³¹

Dupleix négocia ensuite avec le nabab et obtint la cession de la ville aux Français. Mais on pouvait s'attendre à une réaction violente de Madras en cas d'investissement militaire de la ville par les Français. Dupleix décida donc de confier la ville à António da Purificação, et demanda à ce dernier de se mettre sous protection du roi du Portugal, comme il en avait légitimement le droit puisqu'en tant que Goanais il était vassal de la couronne portugaise. A. da Purifi-

³⁰ A. B. de Bragança Pereira, *op. cit.*, Tomo 1, Parte 3, Vol. III, pp. 6 à 8.

³¹ Il s'était entiché de ce jeune franciscain arrivé de Goa en 1744 et qui avait réussi à construire une généalogie mythique pour Mme Dupleix en lui découvrant une parenté fictive ou réelle avec sa noble famille des Noronha. Dupleix, qui l'appelait « mon cousin » selon certaines sources, avait essayé dès 1746 d'obtenir de l'évêque de São Tomé qu'il soit nommé « vicaire général de l'évêché » mais l'évêque refusa car il le trouvait trop jeune et trop ignorant. Pour ne pas déplaire à Dupleix, il le nomma « visiteur des paroisses du district de São Tomé » ce qui eut pour conséquence de mécontenter les religieux de l'évêché, lesquels obtinrent de l'archevêque de Goa l'annulation de cette nomination. S.A.G., Reis Vizinhos, Vol. 123 (1746-1750), fls. 236r à 237v.

cação écrivit le 18 août 1749 au Marquis d'Alorna qui accepta immédiatement et contacta certains membres de la riche communauté arménienne de Madras afin de les sonder sur leur possible investissement en ce port. Il nomma A. da Purificação procureur de la nation portugaise à São Tomé et proclama un pardon général pour tous les déserteurs et criminels portugais qui accepteraient de s'y installer.³² Mais en octobre 1749, le contre-amiral E. Boscawen, suivant les ordres de Madras, investit le port avec ses navires et ordonna l'occupation militaire de la place.³³ António da Purificação fut arrêté et expédié en Angleterre. Selon les accusations de Dupleix, l'évêché aurait collaboré avec les Britanniques, obtenant au passage que les Capucins français fussent exclus de Madras. Victime de ces règlements de comptes croisés, le marquis Alorna, qui achevait alors son mandat, embarqua pour Lisbonne sans même pouvoir émettre une protestation de principe auprès du gouvernement de Madras puisque le nabab n'avait pas remis la place aux Portugais mais aux Français.

Malgré tout, dans les instructions à son successeur, il pointait les Britanniques comme les responsables directs de l'élimination des Portugais du commerce de cette côte orientale et regrettait de ne pas avoir les moyens de rompre avec eux en Inde. Pour lui les Français restaient, malgré les problèmes, les seuls alliés possibles.³⁴

Nettement moins francophile que son illustre prédécesseur, le Marquis de Távora eut recours, dès son arrivée, aux services d'un autre aventurier de la trempe de Purificação pour essayer d'intervenir dans cette question. Depuis 1741, Lisbonne envoyait régulièrement en Inde des officiers européens déjà en poste au Portugal. A son arrivée à Goa en 1750, le vice-roi y trouva François Cyrus, baron de Vilorie, originaire de suisse flamande et qui avait appris le métier des armes à Paris. Alors âgé de 31 ans, il vivait en Inde depuis un an et comptait parmi les trois officiers étrangers les plus gradés de l'armée de Goa.³⁵ Mais il se déclarait aussi sérieusement malade (sans doute ne pouvait-il s'enrichir à Goa) et demanda à partir pour le sud en convalescence. Távora, peu au fait de la situation indienne, lui confia alors la mission de passer à São Tomé pour examiner la situation.

³² S.A.G., L.M., Vol. 122B (1749-1750), fls. 243r à 247r. J. A. Ismael Gracias, *Dom António José de Noronha évêque d'Halicarnasse*, Paris, Ernest Leroux, 1933, p. 48.

³³ G. B. Malleson, *Histoire des Français dans l'Inde depuis la fondation de Pondichéry jusqu'à la prise de cette ville (1674-1761)*, Librairie de la Société Bibliographique, Paris, 1874, pp. 184 à 186.

³⁴ Júlio Firmínio Júdice Biker, *Colecção de Tratados e concertos de pazes que o Estado da Índia Portuguesa fez com os reis e senhores com quem teve relações nas partes da Ásia e África oriental desde o principio da conquista até ao fim do século XVIII*, Lisbonne, éd. Imprensa Nacional, 1881 à 1888, Tome VI, pp. 327 à 329.

³⁵ S.A.G., M.R., Vol. 123 A [1700-1750], fl. 229r – Vol. 125B [1742-1753], fls. 507v à 508v, 538r à 539r, 686r à 691v, 951r à 954r.

Le bruit courait en effet à Goa que les Anglais venaient d'évacuer la ville. Nous avons peu d'éléments sur cette affaire, le marquis de Távora ayant toujours officiellement nié l'avoir confiée à Vilorie. Il est d'ailleurs possible qu'il lui ait au départ pensé à un simple travail d'espionnage et que Vilorie, prenant modèle sur Purificação, se soit ensuite comporté en aventurier. Toujours est-il que Vilorie quitta Goa pour Mahé où il annonça aux responsables de la Compagnie française qu'il avait été nommé... gouverneur de São Tomé. Il fit de même avec le gouverneur anglais de Cuddelur, ce qui alerta celui de Madras, qui ordonna le renforcement des troupes à São Tomé, par sécurité. Sa réception par l'évêque de São Tomé fut des plus fraîches. Il se rendit ensuite auprès du nabab d'Arkat, à qui il soutira 10.000 roupies, contre la promesse d'amener un corps de 800 hommes de Goa par voie de terre. Un franciscain de Goa le rencontra en août 1751, installé à Pondichéry, où venait de proposer à Dupleix de lui prêter 6.000 roupies pour emporter une cargaison de marchandises vers Goa. Il quitta Pondichéry en avril 1752 sur ordre de Távora, lequel s'était entretemps ravisé à propos de São Tomé car il ne souhaitait pas de conflit avec les Anglais, et revint à Goa. Il s'appretait à la fin de cette année-là à embarquer pour Lisbonne, quand Távora reçut une lettre de Dupleix accusant Vilorie d'escroquerie et de s'être comporté en aventurier. Távora approuva l'attitude du gouverneur français, l'informa que Vilorie repartait prisonnier au Portugal. On le retrouve cependant cité en 1758 dans les archives de l'ordre du Christ, dont il venait d'être fait chevalier. Il résidait paisiblement à Lisbonne et exerçait son art dans l'armée portugaise avec le grade de colonel d'infanterie.³⁶

Mais l'affaire de São Tomé continua. Purificação revient lui aussi d'Europe en 1752, nommé par la France évêque d'Halicarnasse (nomination que le Pape refusa finalement). Il proposa au marquis de Távora de constituer un groupe de 200 mercenaires pour récupérer la ville, ce que le vice-roi s'empressa de refuser.³⁷ Il rejoignit alors Dupleix, en tant que militaire. Mais l'année suivante, l'évêque de São Tomé décéda. Dupleix écrivit une fois de plus à l'archevêque de Goa en 1753, qui ne répondit jamais, pour demander la nomination de Purificação comme gouverneur provisoire de l'évêché. Le rappel de Dupleix en 1754 régla définitivement la question de São Tomé au bénéfice exclusif des Britanniques.

Dans le même ordre de projets avortés qui amenèrent Távora à se détourner progressivement de l'alliance avec Pondichéry, figure la question de la récupération de la *Província do Norte*.

³⁶ Archives Nationales Portugaises (IAN/TT), Habilitações da Ordem de Cristo, L J, M 12, N° 19.

³⁷ S.A.G., M.R., 125B [1742-1753], fl. 521r à 524r. Il demanda 200 soldats à Goa, pour asseoir son gouvernement ainsi que la nomination de son beau-frère Luís Telles de Menezes, comme gouverneur de São Tomé.

L'Inde française se trouva à partir de 1751 engagée dans les guerres de succession à la tête de la confédération marathe, espérant que ses services lui permettraient d'obtenir des cessions de territoires. Mais cette politique interventionniste coûtait cher et la Compagnie renâclait à financer. Dupleix eut alors l'idée d'y introduire l'appui des troupes portugaises. L'affaire pouvait en effet concerner Goa.

En 1749, Shahu était décédé sans laisser de descendance directe, ce qui entraîna de délicats problèmes de succession. Une faction des chefs de guerre, parmi lesquels le Peshwa Balaji Bajirao, accepta pour héritier Rama Raja, présenté comme le petit fils de Tarabai, épouse d'un des fils du fondateur de l'empire, Sivagi. Dès que Rama Raja accéda au trône, Balaji le confina dans une position symbolique et prit les rennes de la confédération. Tarabai refusa et réclama le pouvoir au nom de Rama Raja, ce qui déclencha un conflit armé qui dura plusieurs années. Elle s'allia avec Salabat Jang, gouverneur moghol du Dekkan (installé à Aurangabad) dont l'accès au pouvoir avait été possible grâce à l'aide de Pondichéry et du célèbre officier Charles Joseph de Bussy.³⁸

Dupleix savait que la récupération de Bassein faisait partie des projets portugais depuis 1741. Cela resta même un objectif prioritaire jusqu'à la mort de Jean V en 1750, sans que jamais les vice-rois aient eu l'opportunité d'intervenir militairement³⁹. Dupleix profita donc de la situation pour proposer en 1752 au Marquis de Távora, en échange d'une aide militaire dans le Dekkan, la restitution de Bassein par Tarabai. Le vice-roi accepta et envoya quelques troupes.⁴⁰ Il découvrit cependant plus tard, par un réseau d'informateurs bien établi à la cour de Tarabai, que les Français n'avaient jamais entamé de négociations dans ce sens. Se détournant de l'appui français, il envoya le P.^e Manuel de Figueiredo, un religieux possédant une large expérience de la cour moghole auprès de Salabat Jang.⁴¹ Mais il était trop tard. Le ralliement final de Salabat Jang à la cause de Balaji sonna le glas des prétentions portugaises sur Bassein.

³⁸ Stewart Gordon, *The Marathas. 1601-1818*, New Delhi, Cambridge University Press, 1998, pp. 132 et 133.

³⁹ Charles Ralph Boxer, « The manuscript "Livro do governo da Índia e África Oriental" of the vice-roy marquis of Alorna – 1744-1750 », in *Studia* 49, pp. 136 à 141. – J. F. J. Biker, *Colecção de Tratados*, Tomo. VI, pp. 243 à 262.

⁴⁰ Dans le but de légaliser ces propositions, faites avant de consulter Paris, Dupleix envoya à la Compagnie, le 13 février 1752, un projet d'alliance perpétuelle entre la France et le Portugal en Inde. Argumentant que les Portugais avaient à nouveau une puissance militaire, puisqu'ils avaient repris une politique de conquêtes, il proposait de négocier avec Satara la restitution aux Portugais des territoires du Nord en échange de l'adhésion militaire de Goa aux projets français. A la fin de l'année, la Compagnie et le ministre français de la Marine refusèrent cette politique.

⁴¹ S.A.G., M.R., Vol. 125 B (1742-1753), fls. 434r à 436v.

Déjà méfiant, Távora découvrit pendant son gouvernement que Dupleix cherchait aussi à supplanter les Portugais sur la côte de Malabar. Le roi de Kanara (capitale Mangalor) était un tributaire de Goa. Or cette zone était vitale pour Goa car elle assurait à l'ensemble des établissements portugais leur ravitaillement en riz. La Compagnie lui déclara la guerre entre 1751 et 1753, ce qui amena Távora à lui fournir armes et munitions, mais surtout à fortifier Mangalor et la factorerie portugaise.⁴²

L'intérêt manifesté par Dupleix pour Karwar était tout aussi dangereux. Il ne faut en effet pas oublier que les réseaux d'information fonctionnaient des deux côtés. Le gouverneur français envoya des militaires sonder cette rade du royaume de Sunda, qui se trouvait immédiatement au sud de Goa. Aux portes de la capitale portugaise, elle pouvait à terme lui ravir sa position de débouché des poivres de Sunda, sans compter le danger militaire d'une trop grande proximité avec Goa. Távora imposa au roi de Sunda, lui aussi tributaire de Goa, le silence face aux demandes de contact françaises.

Il est même possible que Távora ait été informé du projet que Dupleix forma sur Macao en 1752, et dont on trouve aujourd'hui une copie à Paris. Le gouverneur français conseillait au Ministre de la marine de négocier l'achat de Macao à Lisbonne. Selon lui, les Portugais n'avaient plus les moyens de garder ces ports et l'heure était venue pour les Français de les occuper. Les Portugais avaient abandonné Macao, lequel risquait de tomber entre les mains des Chinois. Les Anglais auraient fait des offres d'achat mais les Portugais auraient refusé à cause de la religion. Il se montrait persuadé qu'en laissant le patronage religieux au roi du Portugal, ce dernier accepterait la vente. « *La nation maîtresse de cet endroit, vous devez la considérer comme maîtresse du commerce de Chine, et que les affaires bien conduites, tout celui de Canton y tombera* ». ⁴³

On peut se demander comment un politique aussi bien informé que Dupleix n'a pas souhaité tenir compte des moyens substantiels envoyés pour le maintien des ports d'Asie par la couronne portugaise à partir des années 1740. A moins qu'il n'ait cherché par tous les moyens à financer la conquête de l'Inde, sacrifiant au passage ses alliés à cette ambition suprême. Il savait que la route de la Chine serait un investissement rentable.

Entre l'installation de la jeune Compagnie des Indes en Asie (après 1715) et la chute de l'Inde de Dupleix (1754 à 1761), les réseaux marchands portugais et français eurent un demi-siècle pour se structurer et créer des solidarités qui dépassèrent de très loin le cadre des simples échanges commerciaux. En cette

⁴² S.A.G., Correspondência do Canara, Vol. 2 (1747-1749), fls. 77v à 87r, et 107r à 108r.

⁴³ Ministère des Affaires Étrangères (Paris), Indes Orientales et Colonies Françaises (1738-1784), Mémoires et Documents. Vol. 6, ss fl.

première moitié du XVIII^e siècle, où les autorités coloniales étaient aussi les élites financières, l'alliance politique entre Européens relevait plus des logiques communautaires régionales que de l'affirmation des nations européennes en Asie.

Les ambitions expansionnistes de Dupleix portent sans nul doute une part de responsabilité dans l'échec final d'une alliance luso-française en Inde. Le marquis de Távora résumait la situation immédiate dans une lettre au roi en date du 12 janvier 1752, et dans laquelle il affirmait que Dupleix était uniquement intéressé par la conquête de l'Inde.⁴⁴

Mais le marquis d'Alorna, homme d'expérience, expliquait beaucoup plus finement en 1744 les raisons qui obligeaient les Français à faire appel aux Portugais en Inde : ils y étaient moins puissants que les Anglais.⁴⁵ L'erreur politique de Dupleix fut de ne pas avoir choisi d'investir sur une véritable alliance de nations catholiques, alors que ces dernières avaient finalement une capacité d'action militaire équivalente à cette époque. Il lui préféra le modèle expansionniste indien fondé sur le schéma vertical de la capacité de domination d'une multitude de petites principautés tributaires. Mais ce modèle supposait un investissement massif, que la Compagnie française n'accepta jamais de lui accorder.

La *East India Company*, après avoir annexé le riche Bengale dans les années 1780, lequel allait lui proportionner les revenus adéquats, mit en pratique le plan de Dupleix, avec succès. L'Inde Portugaise passa sous sa protection imposée dès 1799.

⁴⁴ P. S. Pissurlencar, S. Kakodkar (translated by), *The Portuguese and the Marathas*, Bombay, State Board for Literature and Culture, 1975, p. 480.

⁴⁵ J. F. J. Biker, *Colecção de Tratados*, Vol. VI, pp. 328 et 329.

A DINÂMICA DO COMÉRCIO INDO-BRASILEIRO: TÊXTEIS, METAIS PRECIOSOS E OUTRAS TROCAS COMERCIAIS (1808-1820)

LUÍS FREDERICO DIAS ANTUNES*

O estudo do comércio de têxteis, metais preciosos e outros produtos entre a Índia e o Brasil constitui, no início do século XIX, uma tarefa cuja importância para a história da Índia e das suas relações com o Brasil vem despertando cada vez maior atenção.

As inúmeras referências existentes nas fontes luso-brasileiras a «panos de negro» e a uma enorme diversidade de tecidos mais ou menos sofisticados, após a transferência da corte para o Brasil, tornaram o estudo do comércio de têxteis asiáticos numa matéria incontornável para o conhecimento das relações económicas e sociais entre Goa e o Rio de Janeiro. De igual modo, é importante conhecer a forma como se ajustavam as contas, os meios de pagamento e o papel das comunidades mercantis em todo o processo. São estes aspectos, da influência e das relações indo-brasileiras os principais objectos deste artigo.

1. Têxteis e metais preciosos: novos vínculos no comércio indo-brasileiro

O desenvolvimento do comércio externo português no último quartel do século XVIII até à partida do Rei e da corte para o Brasil, em 1807, deveu-se essencialmente ao regime de exclusivo comercial que reservava aos mercadores da metrópole o comércio com os domínios ultramarinos. Sob a égide desse regime, Portugal exerceu um papel relativamente importante de entreposto de redistribuição de produtos coloniais para a Europa, e de reexportação de produtos industriais e agrícolas europeus para o mercado brasileiro.

* Instituto de Investigação Científica e Tropical.